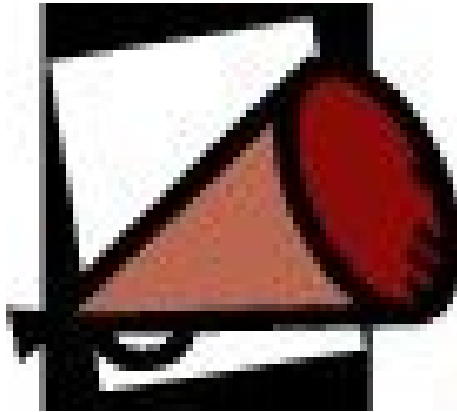


<https://www.pressegauche.org/Rencontre-federale-provinciale-Territoriale-des-ministres-responsables-des>



Rencontre

**fédérale-provinciale-Territorial
e des ministres responsables**

des droits humains : le retrait



du Québec inquiète vivement

Date de mise en ligne : mardi 17 novembre 2020

Amnistie internationale

- Politique québécoise - Politique -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Amnistie internationale déplore que le gouvernement du Québec se soit officiellement retiré de la rencontre des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables des droits humains, afin de marquer son refus de reconnaître l'existence du racisme systémique.

Les 9 et 10 novembre prochains, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) responsables des droits humains au Canada se réuniront pour discuter des priorités des gouvernements canadiens en matière de droits humains.

« Amnistie internationale déplore qu'à cause de son déni du racisme systémique, le gouvernement du Québec se retire complètement de cette rencontre qui représente une occasion unique pour l'ensemble des ministres responsables des droits humains au Canada de se concerter et d'agir, comme si aucun des enjeux n'avait de réelle importance pour le Québec, pas même les droits des peuples autochtones. C'est vraiment gênant, voire honteux », déclare France-Isabelle Langlois, directrice générale d'Amnistie internationale Canada francophone.

Cette rencontre est primordiale puisque le Canada fait présentement face à une période de défis considérables en matière de droits humains. Ces enjeux sont d'ailleurs reflétés dans les thèmes qui seront abordés lors de cette rencontre, allant de graves préoccupations liées à la pandémie de la COVID-19, au racisme systémique, en passant par l'urgence climatique et à l'incapacité persistante de faire progresser une véritable réconciliation avec les peuples autochtones.

À l'issue de cette rencontre, il est envisagé qu'un communiqué conjoint de tous les ministres participants reconnaissant l'urgence d'agir sur le racisme systémique soit émis. Refusant d'admettre l'existence d'un racisme systémique au Québec, c'est pour cette raison, semble-t-il, que le gouvernement québécois aurait choisi de se retirer complètement de la rencontre. Le Québec a ainsi décidé d'annuler la participation de la ministre Nadine Girault et de n'envoyer qu'une observatrice.

Amnistie internationale demande au gouvernement du Québec de revoir sa position et de participer activement à cette rencontre sur les droits humains, et l'invite à enfin reconnaître qu'il y a bel et bien du racisme systémique au Québec.